



# DÉBATS DU SÉNAT

---

1<sup>re</sup> SESSION      •      41<sup>e</sup> LÉGISLATURE      •      VOLUME 148      •      NUMÉRO 85

---

## L'ENVIRONNEMENT

L'accès à l'eau potable et  
aux installations sanitaires

Question de

l'honorable Claudette Tardif

Le mardi 5 juin 2012

## LE SÉNAT

Le mardi 5 juin 2012

[Traduction]

### L'ENVIRONNEMENT

#### L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET AUX INSTALLATIONS SANITAIRES

**L'honorable Claudette Tardif (leader adjoint de l'opposition) :** Honorables, sénateurs, ma question s'adresse au leader du gouvernement au Sénat.

À la mi-juin, les dirigeants du monde ainsi que des milliers de participants représentant des gouvernements, le secteur privé, des ONG et d'autres groupes assisteront à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable à Rio de Janeiro afin de déterminer les moyens de réduire la pauvreté, de promouvoir l'équité sociale et de protéger l'environnement.

Maintenant que les préparatifs de la conférence sont en cours, le ministre de l'Environnement, après des années d'opposition, a finalement pris position en faveur de la reconnaissance de l'eau comme droit fondamental de la personne. Même si on peut se féliciter de ce revirement, beaucoup d'observateurs expriment de fortes réserves à la lumière des récentes données montrant que 2,5 milliards de personnes n'ont pas accès à des installations sanitaires de base, ce qui cause plus de 1,5 million de décès par an, et compte tenu de la résolution des Nations Unies déclarant l'accès à l'eau potable comme droit fondamental. Les observateurs craignent en effet que le gouvernement ne joigne pas le geste à la parole.

Le gouvernement va-t-il s'aligner sur la position de la communauté internationale et respecter ses obligations en reconnaissant officiellement l'accès à l'eau comme un droit fondamental de la personne?

**L'honorable Marjory LeBreton (leader du gouvernement) :** Je remercie le sénateur de sa question. Je voudrais revenir à la première conférence de Rio. Notre gouvernement ne le cède à

personne sur le plan de l'environnement et de sa protection, y compris l'accès à l'eau.

Je ne chercherai pas pour le moment à parler au ministre de tous les enjeux qu'il défendra au nom du Canada à la prochaine conférence. Je prends note de la question, et j'essaierai d'obtenir du ministre une déclaration d'intention.

Comme il se doit, le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour donner suite aux résultats des délibérations auxquelles le ministre participera à Rio au nom du Canada.

**Le sénateur Tardif :** Dois-je comprendre que le leader du gouvernement ne veut pas ou ne peut pas confirmer en ce moment la déclaration du ministre selon laquelle le Canada reconnaîtra le droit à l'eau potable et aux installations sanitaires de base? Est-ce bien le cas?

**Le sénateur LeBreton :** Non, ce n'est pas le cas, honorables sénateurs. J'ai simplement offert de fournir au sénateur Tardif un énoncé détaillé de la position du ministre Kent alors qu'il se prépare à représenter le gouvernement du Canada au Sommet de Rio. Cet énoncé comprendra la position du Canada au sujet de l'eau et des installations sanitaires.

**Le sénateur Tardif :** J'espère sincèrement que notre gouvernement ira de l'avant dans ce domaine. Le Canada est très critiqué parce qu'il n'appuie pas le droit à l'eau. Plusieurs pays ont publiquement dénoncé la position canadienne à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau. J'espère donc que nous irons de l'avant.

**Le sénateur LeBreton :** Je remercie madame le sénateur de ses observations. Les gouvernements conservateurs ont l'habitude d'entendre différentes personnes de ce domaine les critiquer. Du temps où je faisais partie du gouvernement Mulroney, il était rare qu'une journée se passe sans que M. Mulroney et son gouvernement ne soient vertement critiqués pour leurs prises de position concernant l'environnement. Après le départ de M. Mulroney, on a finalement reconnu qu'il est le premier ministre du Canada qui a le plus agi en faveur de l'environnement.